

Camarades,

J'aimerais remercier à mon tour le PS Jura de cette invitation et c'est avec plaisir que je remplace, certes moins avantageusement, notre camarade Mathias Reynard que j'aime beaucoup et à qui je souhaite un bon rétablissement.

Je salue tout particulièrement mes camarades Pierre-Alain Fridez et Claude Hêche qui tous deux travaillent avec sérieux et font un excellent travail à Berne. C'est un honneur de siéger avec eux.

Faire un discours à Moutier dans le cadre d'une invitation du PS Jura n'est évidemment pas anodin. Cela relève d'un concept important, celui de l'identité.

Ce mot identité est un concept vous le savez peut-être auquel j'ai beaucoup réfléchi. Dans le cadre de la migration et des descendants des migrants et aussi dans le cadre plus large de la « suissitude ». De quelle famille est-on membre ? Quels sont les critères subjectifs et objectifs qui nous l'indiquent ? qui le certifie et pourquoi ? Peut-on se considérer enfant du village si les gens du village ne vous considèrent pas comme tel ?

Cette notion d'identité s'associe à celui d'appartenance. C'est un concept beau et dur à la fois. Il peut être utilisé à bon ou mauvais escient. Il est bien utilisé lorsqu'il est utilisé au pluriel. Car si on le définit au singulier il porte en lui l'exclusion. C'est l'udc qui lors des élections fédérales de 2011 avait comme pour slogan : les Suisses votent UDC. Donc les 70% de votants qui n'ont pas voté UDC n'étaient plus considérés comme Suisse par l'extrême-droite de ce pays.

Par contre, si le mot identité est défini par une multi-appartenance, alors c'est un concept qui ouvre des perspectives. Parce qu'il donne une idée d'une même identité mais pas à définition unique. Il y a 1000 et une façon d'être suisse et toutes sont légitimes. Comme il y a 1000 et 1 façon d'être jurassiens. Toutes légitimes aussi. L'important c'est que toute définition ne nous enferme pas et ne nous empêche pas d'avancer. Que notre histoire personnelle ou celle plus vaste ne nous enferme pas. Ne nous paralyse pas.

Parce qu'en face ils ne font pas de quartier. Aucun. Nous devons reprendre la main. L'heure est grave. Le fascisme est aujourd'hui non plus aux portes de l'Europe. Il est l'intérieur : Au gouvernement en Italie, Autriche, Hongrie, Pologne. Dans les parlements en Grèce, en France,

en Allemagne, aux Pays-Bas (?). Trop longtemps, beaucoup trop longtemps les medias et les partis ont appelé ces mouvements d'extrême-droite pudiquement des populistes. Non. Ce sont des fascistes. Quand on course des migrants dans des villages, quand on met aux arrêts un maire d'un village parce qu'il a une politique migratoire inclusive, quand un ministre de l'intérieur menace un journaliste menacé de mort par la mafia qui vit depuis 11 ans sous escorte policière de lui enlever cette même escorte parce que le journaliste s'oppose à la politique fasciste de ce même ministre, cela s'appelle effectivement du fascisme. Et cela se passe à quelques kilomètres d'ici. En Italie.

Quand le 1^{er} mai il y a 50'000 fascistes qui défilent à Varsovie, 50'000 (!) alors oui il faut s'inquiéter. Quand des nazillons défilent en Bavière et que des membres de cette organisation préparait des actes terroristes il faut se préoccuper. Quand on envoie des colis piégés à des responsables ou sympathisants démocrates aux USA il faut s'inquiéter.

Mais on dirait que le peuple est anesthésié. On l'a endormi. Il est indifférent. On lui donne des boucs émissaires, on monte les précarités les unes contre les autres. On lui dit : ouiiii, tu comprends, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. On lui dit : mais regarde, si il y a de la croissance, cela profitera à tous. On lui dit encore : il y a des faux pauvres, des faux réfugiés, des ceci et des cela.

Et pendant ce temps-là camarades, pendant que l'on nous monte les uns contre les autres, pendant qu'on nous enfume avec ces histoire de repli identitaires et de nationalisme qui nous protégeraient de la pauvreté, nos adversaires progressent et pensent EXCLUSIVEMENT à leur intérêts. Et ils y arrivent bien. En Suisse, selon les chiffres et les études auxquelles on se rapporte, 1 à 5% de la population possède entre 56 et 80% de la richesses. La théorie du ruissellement ne marche pas. Les riches deviennent plus riche c'est vrai. Les millionnaires ont augmenté. Les milliardaires aussi. 5 deplus cette année. Ils sont 36. Mais la pauvreté ne diminue pas. C'est Caritas qui le dit. Elle a même augmenté.

Alors ce n'est pas les miettes que nous voulons Ce sont des droits et la justice. Pas de concurrence fiscale intercantonale ou interétatique qui enrichit les entreprises mais affaiblit les collectivités publiques et le citoyen.

Nous sommes face à deux feux de tirs groupés : d'un côté les capitalistes qui n'ont qu'une envie : affaiblir l'Etat le plus possible pour

pouvoir utiliser les citoyen-ne.s uniquement comme des consommateurs utiles à leur propre profit et se servir sans vergogne, et la tendance autoritaire qui se sert de la démocratie pour arriver à leur fin : non pas le bien commun mais le pouvoir.

Et comment on est-on arrivé là camarades ? Comment se fait-il que la gauche est en train de se faire laminer en Europe et ailleurs ? Et bien moi je crois que c'est parce qu'il y a eu un mensonge. Un gros mensonge qu'en Suisse nous avons su éviter mais nous ne sommes pas à l'abri. Certains ont fait croire, même dans nos rangs !!!!, que la gauche et la droite c'était la même chose. Que les clivages, la lutte des classes n'existaient plus. Sous couvert de technologie et d'individualisation, d'ubérisation de la société, on fait croire aux gens que nous sommes devenus ringards. Que notre grille de lecture de la société est dépassée. Mais chers camarades : cela a été la plus grande escroquerie intellectuelle du siècle ! Quand on dit qu'il n'y a plus ni gauche ni droite, en général cela donne l'extrême-droite. L'exemple patent c'est l'Italie. Quand on dit qu'il n'y a plus gauche ni droite c'est la porte ouverte à l'austérité, comme en France.

Il est certain que la ligne de lecture doit s'enrichir de l'axe souverainisme/ libéralisme. Mais pour pouvoir reprendre la main nous devons à gauche marteler à nouveau nos valeurs. Nous devons dire que la Suisse a son rôle à jouer dans cette bataille. Elle ne doit en tout cas pas contribuer aux guerres avec sa vente d'arme ou enrichir des pays par des traités économiques qui viennent enrichir la force meurtrière des pays qui ne respectent pas les droits humains. La Suisse ne peut pas rester aveugle et sourde face aux défis du monde qui vient. Sa neutralité ne peut pas être une excuse pour ne rien faire. C'est en cela, et je profite pour remercier de tout cœur l'action du PS jurassien au parlement et particulièrement Fabrice Maquat en ce sens, qu'elle doit accorder le pavillon humanitaire à l'Aquarius car la tradition humanitaire est également dans l'histoire de notre pays. Il ne s'agit pas de bons sentiments, mais d'éthique. La politique ne doit pas se déshumaniser. Au-delà de toute analyse partisane, laisser mourir des gens par milliers !!!! dans la Méditerranée n'est pas éthique. N'est pas humain.

Alors oui. La Suisse est privilégiée par plein d'aspects. Le chiffre du chômage est bas en Suisse en comparaison internationale même si derrière ce taux bas on occulte les gens qui partent à l'aide sociale, ceux qui ne la demanderont jamais. Mais oui, il existe en Suisse encore une forme de solidarité qui marche. À travers nos assurances sociales que

les progressistes de ce pays ont à travers l'histoire construites et à laquelle nous sommes intimement liés. Il nous faut nous battre pour nos droits et notre démocratie qui sont attaqués. L'autoritarisme menace aussi chez nous. Les votations du 25 novembre en sont un exemple. Deux lois qui veulent diminuer nos droits. S'attaquer à la CEDH c'est s'attaquer à nos droits démocratiques. Car c'est quand le citoyen n'est pas d'accord avec le Tribunal Fédéral qu'il peut en appeler à la cour de la CEDH. Enlever cette possibilité, c'est enlever des droits aux travailleurs, aux assurés, aux citoyen-ne-s tout court.

Faire primer l'hystérie de la surveillance contre notre droit à la vie privée c'est prendre un tournant dangereux, l'air de rien, sur le refrain de la lutte contre les fraudeurs justement.

J'aimerais terminer cette allocution en disant combien je suis fière d'appartenir à un parti qui a su faire du service public son cheval de bataille. Comme garantie de l'égalité entre les citoyen-ne.s. Que ceux-ci habitent dans des centres urbains ou en zone périphériques comme on dit. Je suis fière d'appartenir à un parti qui n'a pas choisi la 3^{ème} voix pour se battre contre le capitalisme. Je suis fière d'appartenir à un parti où ses sections sont vivantes. Où c'est le régional, le local par ses propositions de proximité qui rend tangible à la population ce qu'est le bien et l'intérêt commun.

Ce que vous faites si bien dans ce canton depuis des années : que l'on parle par exemple du salaire minimum.

Le 25 novembre prochain ce sont les élections communales à Moutier : toutes et tous dehors pour nous faire entendre.

La lutte continue camarades !

Ada Marra, le 26 octobre 2018